

Alter Égaux n°13

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*



Catastrophes et développement

CATASTROPHES NATURELLES ET RISQUE SOCIAL

Les dévastations du récent tsunami, cette vague d'origine sismique connue et crainte depuis toujours des populations littorales d'Asie, n'auront pas de conséquences sensibles sur les taux de croissance retrouvés des pays du sud-est asiatique après la crise financière de 1997.

Le tragique bilan humain de 280.000 morts, dénombrés pour une grande majorité dans la province indonésienne périphérique d'Atjeh, sous la loi martiale, ne portera pas de coup d'arrêt à l'activité économique de la région, entraînée par le dynamisme chinois.

Développement économique et développement humain ne relèvent hélas pas des mêmes paramètres, même si de nouveaux agrégats alternatifs cherchent à fixer un indice de bien-être et d'épanouissement individuel.

Pourtant, le coût humain des catastrophes naturelles est lié à l'environnement économique et social dans lequel elles surviennent. De même que la nature est une production de l'homme, ses fureurs en dénoncent la logique inégalitaire et centrée sur le profit. Les exemples ne manquent pas.

En août 1999, le tremblement de terre d'Izmit en Turquie a fait 12.000 morts. La région, qui est une zone de risque sismique majeur, concentre 45% des industries du pays et contribue pour plus de 35% à son PIB. L'afflux de populations attirées par le dynamisme économique local a entraîné la multiplication des constructions sauvages, sans respect des nor-

mes antisismiques, qui se sont effondrées comme un château de cartes dès la première secousse.

En décembre 1999, au Venezuela, des pluies diluviennes provoquent inondations, torrents de boue et glissements de terrain. Le bilan est de 50.000 morts. L'Etat de Vargas, avec la capitale Caracas, est principalement touché. Les projets immobiliers liés à l'industrie touristique côtière ont été particulièrement atteints. La recherche effrénée d'espace à bâtir et l'urbanisation anarchique de Caracas, avec les bidonvilles grimant sur les collines, l'installation de population près de ravins ou de lits de rivière, tout cela sur fond de misère, n'ont pas résisté à la nature livrée à elle-même.

La tempête qui, en novembre 2001, a provoqué des coulées de boue dévalant les collines d'Alger pour submerger le quartier surpeuplé de Bab-el-Oued (un millier de morts) a mis au grand jour la crise du logement aiguë dont souffre la population algérienne. La pénurie de logement contraint les plus démunis à se construire un toit sur les remblais ou les cuvettes de rivières exposées aux intempéries. Le dangereux paysage social épouse les risques du paysage physique.

Enfin, les îles de Thaïlande dévolues au tourisme de masse ont aussi transformé l'occupation de l'espace. Les pêcheurs, qui dans le passé vivaient sur les hauteurs à l'intérieur des terres de manière à se préserver des raz-de-marée, se sont établis à proximité de la plage et des touristes pourvoyeurs de revenus. Le tsunami fut d'autant plus meurtrier.

Certes, le cynisme voudrait que l'on considère les catastrophes naturelles comme de merveilleuses opportunités pour exprimer la solidarité ou la générosité. Mais l'ordre social s'accommode aussi très bien des désordres de la nature.



dessin : Jean-Louis Lejeune.



Marie-José LALOY
Sénatrice
Présidente de Solidarité Socialiste

« L'école, un droit qui donne des droits » et « La santé pour tous ». Des projets d'école autour de l'éducation au développement

Dans le cadre de l'action d'éducation au développement, les élèves ont participé à la réalisation d'une « lettre vidéo » à destination de leurs correspondants du Burkina Faso et du Sénégal. Cette première partie leur a, en outre, permis de poser des questions en rapport avec l'outil de sensibilisation qu'ils sont en train de réaliser.

Dans les classes belges, la réalisation a été pensée selon quatre axes (un par école).

L'école Jules Destrée à Quaregnon s'est attachée à la présentation d'une école en Belgique. L'école n°1 à Schaerbeek a fait le lien avec les animations qu'ils avaient vécues dans le cadre de l'action l'année dernière. L'école n°17 à Schaerbeek a présenté les différents outils de sensibilisation qu'ils sont en train de réaliser. L'école du « Grand Jardin » à Saint-Ghislain a plus spécifiquement expliqué son



Ecole Nioko I, Burkina Faso, fillettes au cours d'éducation physique.

point de vue sur la santé et l'hygiène à l'école. Les élèves ont ensuite posé une question à chaque classe du Sud : « Est-ce que vous allez tous à l'école ? », « Avez-vous des infirmiers dans vos écoles ? », « Qu'avez-vous comme matériel scolaire ? », « Est-ce que vous faites du sport ? », etc.



Ecole Ibrahim N'Daw, Sénégal, classe de CM2.

Une fois monté, ce document audiovisuel a été diffusé dans les classes du Sud. Encadrés par les animateurs d'**Asmade** au Burkina Faso et de **Djokoo** au Sénégal, les écoliers du Sud ont pu s'imprégner des réalités scolaires belges et, enfin, voir la classe avec laquelle ils correspondent.

C'est ainsi que, suite à cette vision du film, un élève burkinabé se pose la question : « Pourquoi les élèves belges font-ils du sport dans une classe ? », « Pourquoi les enfants mangent-ils à l'école ? », etc.

Une réponse à la première partie (de Belgique) a ensuite été tournée dans les classes burkinabées et sénégalaises.

Les élèves ont aussi présenté leur contexte scolaire et ce qui est mis en place au niveau de l'hygiène et de la santé : la corvée d'eau, le balayage de la classe, les latrines et le cours de gymnastique, ... au Burkina Faso ; le matériel scolaire, la bibliothèque, la salle informatique, ... au Sénégal.

Ils se sont ensuite concentrés sur la réponse aux différentes questions posées par leurs correspondants belges.

Pour la majorité des élèves (belges et africains), il s'agissait d'une première approche de l'outil vidéo.

Une expérience vécue de part et d'autre de manière assez similaire.

Il faut s'exprimer face à une caméra, à l'aide d'un micro, en donnant des explications qui vont permettre aux autres de mieux comprendre des réalités parfois inconnues, parfois semblables.

Un vrai travail de journaliste !

Bref, le début d'un échange qui, nous l'espérons, permettra à nos enfants belges de mieux appréhender le monde qui les entoure en les rendant plus ouverts aux richesses d'autres réalités.

Les animations du mois de mars, dans les 14 classes belges participant à l'action, seront entièrement consacrées à la vision et l'analyse de la deuxième partie de la lettre vidéo (celle tournée au Sud et comprenant les réponses et les explications des enfants burkinabés et sénégalais).



En haut : des élèves de l'Ecole Moussa Ka, au Sénégal.

En bas : Ecole Saaba B, Burkina Faso, classe de CE2.

Catastrophes et développement

26 décembre 2004, un beau cadeau de Noël pour la croissance mondiale⁽¹⁾ ? : un tsunami vient de frapper les côtes de plusieurs pays de l'Océan Indien. Plein d'infrastructures à reconstruire, des routes, des ponts... des McDo et des hôtels de luxe !! Beaucoup d'hôtels de luxe, il faut faire revenir les touristes occidentaux au plus vite. Pour la croissance économique des pays touchés par la "catastrophe naturelle". Aussi pour le plus grand profit des actionnaires des entreprises (privées) qui participent à la reconstruction... et qui défendent bec et ongles le système qui permet un tsunami par semaine dans le monde !

en 1997 dans un camp de réfugiés à Ibagué, à 200 km à l'ouest de Bogota, la capitale colombienne. Angelmira et sa fille ont quitté leur maison début 1997, avec d'autres familles, menacées de mort par les paramilitaires. Selon des sources officieuses, la violence avait fait 920.000 réfugiés cette année-là en Colombie.

Tout cela n'a rien à voir avec le tsunami qui est une catastrophe tout ce qu'il y a de plus naturel, alors que la situation de cette femme et de sa fille est due à un conflit armé interne à la Colombie, objecterez-vous !

Fort bien ! C'est vrai qu'entre un conflit armé en Amérique latine et une vague meurtrière qui frappe l'Asie du Sud, le raccourci paraît ambitieux, voire abracadabrants, mais... !



Dans la revue *Solidarité Socialiste* (qui a précédé *Alter Egaux*) du mois de septembre 1999, Bernard Duterme écrivait dans son article "Tapis rouge pour ouragan dévastateur": "*Une photo parmi d'autres, parue dans un grand quotidien français au lendemain de l'ouragan Mitch*" - vous vous souvenez de Mitch ? - "*Celle d'une petite fille en haillons devant sa cahute de bois et de carton... Au bas du cliché, une phrase : "Victimes de la catastrophe, des centaines de milliers de Nicaraguayens sinistrés". De bonne foi sans doute, le journaliste qui signe cette légende n'était pas sensé savoir que, quelques mois plus tôt, la même photo de la même petite fille posant devant la même petite cahute*

Jetez un petit coup d'oeil sur la photo ci-dessus ! Que voit-on ? Une femme et une petite fille (son enfant !?) sous un abri de fortune, entourées de boîtes de carton et d'objets hétéroclites : situation d'extrême précarité. Cette photo a été prise début janvier 2005, dans la province d'Aceh, quelques jours après le tsunami !

te avait déjà été publiée par une revue centre-américaine."

Ces deux dernières lignes sont un pur mensonge. Cette femme se nomme Angelmira Acevedo, et si la petite fille est bien son enfant, cette photo a été prise

Dépêche (AP). Jacksonville, Floride - Les anciens présidents américains Bill Clinton et George Bush ont profité, dimanche (6 février 2005, ndlr), du Super Bowl (la finale du championnat nord-américain de football US) pour encourager à nouveau les dons à destination des pays d'Asie ravagés par le tsunami du 26 décembre.

Merveilleuse initiative de gentlemen ! William J. Clinton et George H. Bush, le coeur sur la main. Et la main sur le portefeuille... des autres ! Du pain, des jeux et des dons ! Bravo, mille fois bravo ! Pour ceux que cela intéresse : les New England Patriots ont remporté le Superbowl pour la troisième fois en quatre ans en défaisant les Philadelphia Eagles 24-21. Et un spot publicitaire TV de trente secondes sur la chaîne qui retransmettait "l'événement" coûtait 2,4 millions de dollars.

Quel est le point commun entre William J. Clinton et George H. Bush ? Tous deux sont d'ancien présidents des Etats-Unis !

Quel est le point commun entre William J. Clinton et William H. Gates ? Tous deux ont le même prénom (on les connaît mieux comme Bill et Bill) et tous deux ont créé une fondation à leur nom ! Comme au bon vieux temps, quand les riches avaient leurs oeuvres et leurs pauvres !

Enfin, quel est le point commun entre William J. Clinton, William H. Gates et George H. Bush ? Tous trois sont millionnaires (voire, pour l'un ou l'autre, milliardaires) en dollars ! Ils font tous trois partie des quelque 7,7 millions de personnes dans le monde (0,12 % de la population mondiale, 1 personne sur 834) millionnaires en dollars. Et sont vraisemblablement parmi les 70.000 (0,001 %, 1 personne sur 93.000) dont le patrimoine financier atteint ou dépasse les 30 millions de dollars américains⁽²⁾.

7,7 millions de personnes (0,12 % de la population mondiale) "se partagent" en fait un patrimoine financier total de 28.800 milliards de dollars. En 2003. Cette même année, le Produit Intérieur Brut total de la planète se montait à... 32.000 milliards de dollars. Sans commentaires. Si, quand même un commentaire : on prévoit qu'en 2008 leur patrimoine financier se montera à 40.700 milliards de dollars.

La dette extérieure des onze pays touchés par le tsunami du 26 décembre 2004 se montait, fin 2003, à 406

milliards de dollars (8,55 % du patrimoine financier, etc., etc.). Et en 2003 toujours, les pouvoirs publics de ces onze pays ont remboursé 38 milliards de dollars.

Comme l'écrivaient Eric Toussaint et Damien Millet, dans *Libération*, le 11 janvier 2005 : *"L'aide internationale promise est estimée à 6 milliards de dollars, dont 4 par des institutions officielles. Loin de vouloir dissuader cet élan de générosité, qui soulage la bonne conscience du donateur bien avant les souffrances des victimes, il est urgent de noter que ces onze pays remboursent chaque année six fois plus. Derrière la générosité médiatisée à outrance, même quand elle est sincère, demeure donc un mécanisme très subtil qui aspire les richesses des populations du Sud vers leurs riches créanciers. Puisse la tragédie du mois de décembre servir à mettre en lumière cette autre tragédie, dépassant largement le cadre de ces onze pays sinistrés : la dette. A cause d'elle, et avec la complicité des classes dirigeantes locales qui ont un intérêt personnel dans l'endettement de leurs pays, des Etats n'assurent pas à leurs peuples la satisfaction des besoins fondamentaux, la misère et la corruption se répandent, la souveraineté politique et économique de dizaines de pays devient une expression vide de sens, les ressources naturelles sont pillées ou bradées à de puissantes multinationales, les cultures d'exportation sont imposées au détriment des cultures vivrières. Il s'agit d'un centre nerveux particulièrement vigoureux d'un modèle économique prédateur et oppressif. (...)"*.

La dette, symptôme du système économique mondial ! Et quel système économique, qui permet un tsunami par semaine ! Vous avez bien lu : un tsunami hebdomadaire !

Chaque semaine, 210.000 enfants meurent de maladies qui pourraient être évitées; 145.000 personnes meurent de faim ou de malnutrition; 80.000 personnes meurent du SIDA (cela fait déjà 435.000 décès par semaine). Et le compte est loin d'être clos : un exemple parmi beaucoup d'autres, en République démocratique du Congo, 3.800.000 personnes sont mortes ces six dernières années, du fait de la guerre qui ravage le pays : 12.179 personnes chaque semaine durant six ans ! Pour la majorité, des enfants, puis des femmes !



George H. Bush et William J. Clinton, à l'occasion du Superbowl : joignons nos efforts pour les victimes du tsunami ! De quel(s) tsunami(s) parlent-ils ?



**Le sud-est asiatique après le tsunami ? Pas du tout !
Le Nicaragua, et des familles qui vivent à proximité
d'une décharge à ciel ouvert dont elles tirent leur survie !**

Voilà le constat aujourd'hui : 0,12 % de la population mondiale détient une fortune quasiment égale à toutes les "richesses" produites sur Terre en un an. Et cette même Terre est victime d'un tsunami particulièrement meurtrier 52 fois par an. En ne parlant là, évidemment, que d'une comparaison en nombre de victimes humaines. Les dégâts environnementaux ne sont même pas évoqués ici.

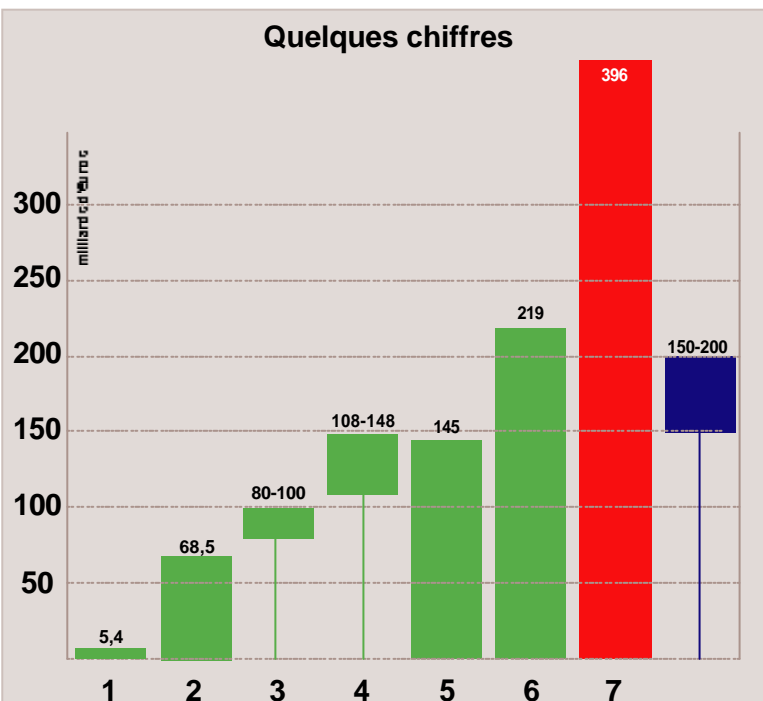
Il est vain de penser pouvoir décoder, démythifier et démystifier dans le cadre beaucoup trop étroit de ces quatre pages les mécanismes en oeuvre qui permettent ce constat ! Et ce thème-zoom est, en fait, une introduction aux suivants qui traiteront des "Objectifs du Développement du Millénaire, et qui permettront, par leur développement, d'aller plus loin et plus profondément dans les rouages du processus.

Les objectifs du développement du millénaire, dont un terme est pour le moins ambigu (on parle ici du développement), se focalisent pour l'essentiel, dans leur conception et par leur mise en oeuvre, sur "la réduction de la pauvreté". Parce que les concepteurs des objectifs du développement du millénaire, la plupart sincères, certains moins, sont englués dans une conception du monde basée sur une perception faussée de ce qu'est ce monde. Il n'est pas question ici, pour eux, d'éliminer la pauvreté, mais bien de

Les objectifs du développement du millénaire

- ▶ réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ;
- ▶ donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires ;
- ▶ éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard ;
- ▶ réduire de deux tiers les taux de mortalité infantile et postinfantile, et réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle ;
- ▶ enrayer la propagation du VIH/sida, l'avancée du paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer d'inverser la tendance actuelle ;
- ▶ intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ;
- ▶ réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable.

Quelques chiffres



1 Promesses d'assistance financière aux pays victimes du tsunami **2** Aide Publique au Développement (APD) en 2003 **3** Rallonge budgétaire demandée par George W. Bush pour les opérations américaines en Irak et en Afghanistan (janvier 2005) **4** APD annuelle nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire **5** APD annuelle si chaque pays donateur consacrait 0,7% de son PIB à l'APD **6** APD annuelle si chaque pays donateur atteignait le % du PIB consacré à l'APD par le Danemark (1,06%) **7** Dépenses militaires des Etats-Unis, en 2003 **8** Coût estimé des dépenses militaires en Irak pour les Etats-Unis et ses alliés (février 2005).

la réduire ! Et il n'est pas question pour eux de parler de la richesse, ou de poser cette richesse comme l'abc du problème que les objectifs sont censés résoudre ! Le problème, ce sont les pauvres, qui sont trop nombreux à être pauvres, et qui font très mal à la bonne conscience des privilégiés, ou plutôt qui font très mal à la stratégie de conservation des privilèges par ces mêmes privilégiés. Un certain pourcentage de pauvres permet au système de se reproduire et de perdurer. Trop de pauvres, cela crée des masses capables de vouloir leur part du gâteau.

Plus gentiment, de manière plus politiquement correcte, Denis Sieffert écrit dans *Politis* du 13 janvier 2005 : "On ne peut prétendre combattre l'extrême pauvreté à coup de mesures compensatoires sans remettre en cause les mécanismes qui la génèrent". (C'est nous qui soulignons).

La façon dont on peut réduire la pauvreté (ou l'extrême pauvreté qui consiste à être encore plus pauvre que pauvre, comme aurait pu dire Coluche) tient en un vocable salubre : LA CROISSANCE !

Il faut produire davantage de richesses, et permettre aux pauvres "désappauvris" d'en consommer quelques miettes de plus qu'auparavant, tout en gardant pour soi l'essentiel de la valeur ajoutée ! Et sans remettre un seul moment en question que les richesses existent déjà, dans des coffres-forts, des bulles financières ou des poches (pas de pauvreté) très profondes.

Il faut produire davantage de richesses. Comment ? En étant plus compétitifs que les autres qui, eux-mêmes, doivent être plus compétitifs que d'autres autres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que les plus compétitifs décident, par le mouvement naturel de leur raison et de leur volonté, de redistribuer aux moins compétitifs ce qu'ils leur auront arraché au cours de la compétition ! Logique imparable !

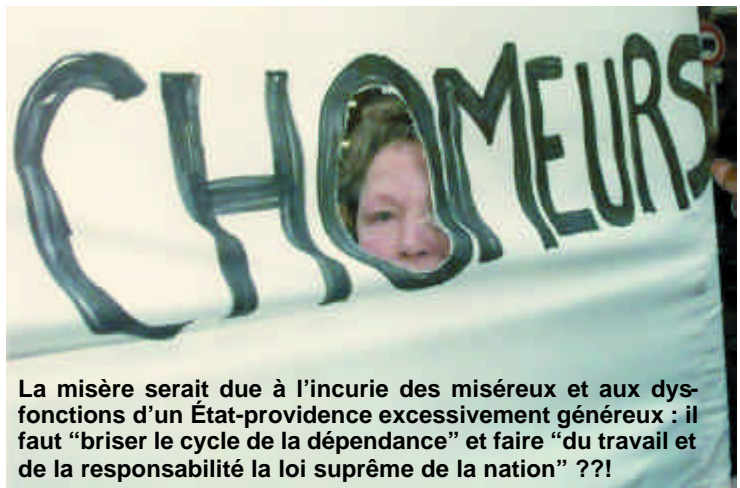
Il faut produire davantage de richesses. Quelles richesses ? Accroître le Produit Intérieur Brut, qui additionne les activités économiques exprimées en monnaie, ce qui permet, notamment, de considérer comme source de récession et de baisse du PIB les activités bénévoles, qui coûtent de l'argent (il faut financer les asbl qui créent du lien social, de la solidarité et de l'humain, mais rien - ou très peu - qui soit matériellement comptabilisable).

Ce qui permet également de passer sous silence l'énorme contribution des femmes à la communauté humaine sous forme de travail non rétribué. Et de perpétuer ainsi l'inégalité de genre. Ce qui permet, enfin, de comptabiliser comme richesses les dégâts occasionnés au social, au culturel et à l'environnement, puisque les entités économiques qui produisent de la "richesse", tout en excluant une large part de l'humanité du profit de celle-ci,

sont des entités qui contribuent à l'accroissement du PIB, et donc à la croissance qui permet le "développement". Que cela ait un coût social, environnemental, ..., après moi le réchauffement climatique ! Suite au prochain théma-zoom !

(1) "Les catastrophes sont un facteur d'accroissement du Produit Intérieur Brut, ce chiffre magique dont la progression s'exprime par un mot qui résume à lui seul la grande ambition de nos sociétés matériellement développées et éthiquement sous développées : LA CROISSANCE ! Car les centaines de milliards que coûtent à la collectivité ces destructions humaines et environnementales ne sont pas comptabilisées comme des destructions, mais comme des apports de richesse dans la mesure où elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie." Patrick Viveret, "Reconsidérer la richesse", dans le rapport au Secrétaire d'Etat français à l'Economie Solidaire, "Nouveaux facteurs de richesse".

(2) Pour ceux qui pensent que William J. Clinton est encore plus philanthrope que William H. et George H., peut-on rappeler qu'il a été à l'initiative d'Ewawki. Késako ? Ewawki pour **End Welfare As We Know It** (mettre fin à la sécurité sociale telle que nous la connaissons). Ewawki, comme l'écrit Loïc Wacquant, dans *Le Monde diplomatique* en 1996, "consiste à abolir le droit à l'assistance (et notamment la garantie fédérale d'aide à l'enfance en péril prescrite par le Social Security Act de 1935) et à instituer le salariat sous-payé en obligation civique et unique moyen de subsistance accessible aux plus démunis (...). Confortablement adossée à la fiction victorienne selon laquelle la misère serait due à l'incurie des miséreux et aux dysfonctions d'un Etat-providence excessivement généreux, cette "réforme" (...) entend "briser le cycle de la dépendance" en faisant "du travail et de la responsabilité la loi suprême de la nation". Cela vous rappelle quelque chose, les p'tits Belges ? Bon sang, mais c'est bien sûr : le... Plan d'Activation des Chômeurs, que des esprits malveillants ont osé appeler la chasse aux chômeurs (voir <http://www.stopchasseauxchomeurs.be/uc/apps/pnupcase/>).



La misère serait due à l'incurie des miséreux et aux dysfonctions d'un État-providence excessivement généreux : il faut "briser le cycle de la dépendance" et faire "du travail et de la responsabilité la loi suprême de la nation" ??!

Nos partenaires africains au Forum Social Mondial

Le Forum Social Mondial s'est tenu à Porto Alegre, du 26 au 31 janvier, après une escapade indienne (Bombay) l'année dernière. Plus de 150.000 participants ont fait du FSM de cette année un succès de foule inégalé. Parmi ces milliers de personnes, quatre partenaires africains de Solidarité Socialiste ! Présentations et impressions de voyage dans les lignes qui suivent.



Parmi les dizaines de milliers de participants au Forum Social Mondial 2005 (FSM pour les intimes), quatre délégués de partenaires africains de Solidarité Socialiste, invités par notre association à vivre ce grand rassemblement et à échanger leurs expériences et leurs idées avec d'autres personnes venues du monde entier.

C'est ainsi qu'ils ont rencontré dans la ville brésilienne Iman Hammouri, du PAC, un de nos partenaires palestiniens, invitée à Bombay par SolSoc pour le FSM 2004, et venue cette année-ci avec les moyens mobilisés par son organisation.

Brève présentation de nos partenaires, trois originaires de la RDC et un du Burkina Faso :

Danny Singoma est coordinateur du programme FADOC Kinshasa au sein de l'ONG Cenadep ; cette organisation travaille avec les associations de trois communes défavorisées et à forte densité de population de Kinshasa.

Edouard Mokemo représente l'ONG BUACO, active dans la région de Bolobo (RDC) où elle mène un programme de souveraineté alimentaire. Solidarité Socialiste appuie le projet de BUACO de substituer aux importations alimentaires des achats locaux de maïs, soutenant ainsi les petits producteurs.

Sylvestre Kambanza est directeur du PREFED. Cette ONG a pour objectif le renforcement des capa-

ités d'action des organisations et de la société civile; elle est active dans huit provinces du Congo, et, avec SolSoc, travaille au renforcement institutionnel et à la formation des autres partenaires de Solidarité Socialiste en RDC.

Enfin, **Charles Ki**, est agriculteur/éleveur au Burkina Faso, et est président d'une Fédération de Groupements paysans. Son secteur d'action : la souveraineté alimentaire, bien sûr. La Fédération travaille à différents niveaux territoriaux : villages, départements et provinces, et la pensée de Charles est très claire quand il évoque la nécessité d'atteindre une taille critique pour pouvoir peser dans le dialogue avec l'État sur la définition des politiques agricoles et alimentaires.

Tous quatre ont été accompagnés à Porto Alegre par Gladys Cifuentes, chargée de projets à Solidarité Socialiste, et par Ines Amarante, qui fut durant plusieurs années coopérante SolSoc au Brésil. Accompagnés, mais non pas dirigés, car comme ils le disent unanimement : *"Nous disposions d'une grande autonomie, nous pouvions véritablement choisir les ateliers qui correspondaient à notre attente, contrairement à d'autres participants africains, invités par d'autres ONG, qui étaient tenus de participer aux seules activités déterminées par ces ONG"*.

Nos amis ont participé activement à un atelier organisé conjointement par Mensenbroeders et Solidarité Socialiste, sur le thème : "Les réseaux, comme struc-



Edouard Mokemo : non à l'aide alimentaire à base d'OGM !

tures de communication durable" qui a connu un beau succès de foule, malgré la "concurrence" de milliers d'autres événements qui ont eu lieu durant les six jours du Forum. Cet atelier était coanimé par diverses délégations, congolaises, palestiniennes, colombiennes et argentines. L'expérience congolaise a montré, à partir de cas concrets, que dans des conditions économiques, sociales et politiques difficiles, la société civile a pu continuer à communiquer à travers divers mécanismes alternatifs.

Leur espoir à tous les quatre : pouvoir contribuer à mettre sur pied un forum social national : Forum Social

Burkinabé, Forum Social Congolais. Selon eux, Il est d'une importance vitale de faire le lien entre le Forum Social Mondial, les forums sociaux continentaux et les forums sociaux nationaux et locaux !

En 2007, le Forum Social Mondial sera décentralisé. Il y aura trois forums, dont l'un se tiendra en Afrique. Pour nos partenaires, il faudra marquer ce Forum Social Mondial africain d'un cachet particulier, l'orienter tout particulièrement sur la question de la dette et de la réparation des préjudices dus à la dette partout dans le monde.

Tout soulignent l'importance pour Solidarité Socialiste et ses partenaires de favoriser les échanges d'idées et d'expériences. Et leur participation au FSM les a renforcés dans la confiance quant à la lutte qu'ils mènent pour renforcer la société civile et ses organisations porteuses de changement social.

Pour Edouard Mokemo, la direction prise semble être la bonne : il faut continuer à lutter contre le capitalisme et ses effets dévastateurs, favoriser le spirituel par rapport au matériel, et surtout bien se rendre compte que tout engagement ne peut réussir sans la dimension politique, que le combat doit partir de la base pour bousculer le sommet. Les débuts sont peut-être discrets, mais ...

Cela nous conforte aussi, à Solidarité Socialiste, quant à la direction prise de renforcer nos partenaires, acteurs collectifs de changement social. Il faut encore affiner la notion : la réflexion est en cours !



De gauche à droite : Ines Amarante, Charles Ki, Dany Singoma et Sylvestre Kambanza

Attestations fiscales

En 2004, le soutien que vous nous avez apporté sous forme de dons a atteint la somme de 41.165 €. Nous tenons ici à vous remercier pour cet appui essentiel au travail que nous menons en collaboration avec nos partenaires du Sud. Grâce au cofinancement de nos actions par les bailleurs de fonds publics (coopération belge, Union européenne, Région Wallonne et Communauté française), les 41.165 € que représentent vos dons nous permettent d'apporter quelque 274.427 € à nos partenaires. Nous vous signalons que toutes les personnes qui ont effectué un don de 30 € ou plus en 2004 recevront au courant du mois d'avril 2005 une attestation qu'elles pourront joindre à leur déclaration fiscale.

DEVENEZ PARTENAIRES SOLIDAIRES EN SOUTENANT LES ACTIONS DE SOLIDARITÉ SOCIALISTE

● **Faites un don ponctuel via le bulletin de virement joint !**

Les dons ponctuels nous permettent de soutenir nos partenaires en toute indépendance et de manière réactive. Ils sont absolument indispensables pour nous dans la mesure où nos financements institutionnels ne couvrent jamais l'intégralité de nos besoins.

● **Faites un don permanent via le formulaire ci-dessous !**

Ce type de don nous permet de mieux connaître les ressources dont nous pouvons disposer à tout moment de l'année. Cela nous permet ainsi de mieux planifier notre travail. Pour vous, il est la marque d'un soutien dans la durée et sans contraintes, puisque c'est votre banque qui se charge automatiquement d'effectuer les versements. Vous n'aurez qu'à l'informer le jour où vous souhaitez faire cesser vos dons. Nous vous rappelons que, pour que nous puissions vous délivrer une attestation fiscale, le montant total minimum de votre don doit atteindre 30 € dans l'année, ce qui revient à un versement minimum mensuel de 2,50 €. Si votre don mensuel est actuellement inférieur à cette somme, vous avez la possibilité d'en demander la modification auprès de votre organisme financier.

Formulaire d'ordre permanent

(à compléter, signer et remettre à votre organisme bancaire)

Oui, je soutiens l'action de Solidarité Socialiste - Formation, Coopération & Développement

Via le présent document, je soussigné demande qu'on effectue un versement de :

10 € 15 € 20 € 30 € 50 € autre montant (précisez) : €

une fois par mois tous les 2 mois tous les 3 mois autre (précisez) :

au bénéfice des actions de Solidarité Socialiste - Formation Coopération & Développement

à partir du / / 2005 sur le compte **CCP 000-000054-54** de FCD, Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles avec la communication : **DON PERMANENT**

Nom..... Prénom.....

Rue et n°..... Code postal

Localité Pays.....

Nom de l'organisme bancaire : Mon n° de compte : - -

Date : / / 2005

Signature :

**POUR TOUT DON DE 30 € ET PLUS, EN UN OU PLUSIEURS VERSEMENTS
SUR L'ANNÉE, VOUS RECEVREZ UNE ATTESTATION FISCALE**